



Syndicat National des Personnels
de l'Education Surveillée
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire
Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62
site : www.snpepjj-fsu.org Mél : Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr



Paris, le 7 novembre 2005

COMMUNIQUE DE PRESSE

En s'enfuyant devant la police, dans des circonstances non encore élucidées, 2 adolescents ont trouvé la mort le 27 octobre dernier à Clichy-sous-Bois. Depuis, en réaction à cette tragédie, des affrontements avec la police et des incendies de voitures ou de bâtiments ont lieu dans plusieurs communes. D'abord essentiellement limités en Ile-de-France, ces événements se sont étendus à de nombreuses villes.

Les propos (« racaille » à Argenteuil, « karcher » à La Courneuve) et l'attitude lors de ses déplacements du Ministre de l'Intérieur, Nicolas SARKOZY, sont de véritables provocations contre les habitants de ces communes. Les violences policières qui ont suivi les premiers affrontements n'ont pu qu'envenimer les choses d'autant que celles-ci s'inscrivent dans une attitude de harcèlement permanent de la police envers la jeunesse.

Les habitants des communes ou des quartiers défavorisés sont victimes d'une véritable discrimination qui explique les violences et le désespoir actuels. La politique menée depuis des années se concrétise par le démantèlement des services publics, la suppression massive des emplois et ses conséquences en termes de chômage et de précarité, le renforcement des inégalités scolaires par la diminution des moyens alloués à l'Education Nationale, l'insuffisance criante de construction de logements sociaux, le sacrifice des actions de prévention, une criminalisation de la pauvreté...

Dans ce contexte, la jeunesse de ces quartiers ressent fortement l'exclusion dont elle est l'objet. La violence développée actuellement par celle-ci est la manifestation d'un profond désarroi. Nous dénonçons l'amalgame qui est fait entre cette expression et une délinquance qui s'affirmerait.

Répondre à ces préoccupations par un renforcement de la répression tel que l'a annoncé le président de la République après la réunion du conseil de sécurité intérieure risque de produire des effets contraires.

Le gouvernement doit répondre aux besoins de la population en termes d'emplois, de logements, de santé, d'égalité et agir pour le rétablissement d'une véritable justice sociale. C'est la seule manière de résoudre durablement la situation actuelle. Pour l'heure, nous attendons un signal d'apaisement qui romprait avec les propos de Nicolas SARKOZY.

Le Bureau National